

## AKTUELL

ACCUEIL ET COHÉSION SOCIALE

# L'Asti à l'offensive

Richard Graf

**L'Association de soutien aux travailleurs-euses immigré-e-s (Asti) appelle à construire une communauté de destin de façon proactive.**

Alors que la fin de la pandémie de la Covid-19 se dessine à l'horizon, l'Asti a saisi le moment pour faire le point, lors d'une conférence de presse ce mardi, sur la situation en matière de politique d'immigration. Selon sa présidente, Laura Zuccoli, le virus a « fortement impacté les relations sociales et a fait apparaître un besoin pressant pour le Luxembourg d'avoir une politique proactive en faveur du vivre-ensemble ».

La pandémie et ses conséquences ont mis en lumière des défaillances de notre société : il serait donc nécessaire de prévoir dès à présent des mesures et des structures qui permettent d'éviter dans l'avenir des situations qui peuvent s'avérer traumatisantes quand des équilibres très fragiles sont mis en danger.

## Sans papiers et sans aide

Mais la pandémie a aussi brisé des liens existants qui ne vont pas se renouer automatiquement. Les politiques d'intégration timides menées au Luxembourg ont subi des revers qu'il faudra maintenant combler. L'Asti appelle donc à des actions volontaristes et urgentes : « Les défis que la diversité croissante pose au Luxembourg ne peuvent pas être affrontés en attendant que le temps se charge de rapprocher et de mélanger Luxembourgeois et étrangers », peut-on lire dans le communiqué publié à l'occasion.

Dès le début du confinement en mars 2020, l'Asti s'est investie dans des programmes de soutien pour les personnes les plus vulnérables. Les « sans-papiers » ou plus correctement les personnes en situation de séjour irrégulier se sont retrouvées rapidement dans des situations très précaires. Non seulement elles avaient pour la plupart des emplois sans véritable base légale, mais elles étaient aussi actives dans les secteurs les plus lourdement touchés, comme la restauration.

La pandémie a d'ailleurs produit son propre lot de sans-papiers, comme la perte d'emploi ou de logement mettent souvent automatiquement fin aux autorisations de séjour. Sommées de quitter le territoire, alors que les frontières intraeuropéennes venaient de fermer, ces personnes n'ont eu d'autre choix que de rester au Luxembourg,

mais sans profiter des aides spéciales mises en place.

Sérgio Ferreira, responsable du travail politique, a quant à lui présenté la position de l'Asti sur la réforme en cours de la Constitution. Sur le document retenu par les parlementaires, l'Asti propose deux changements. Au lieu de stipuler que la langue du pays est le (seul) luxembourgeois, l'Asti voudrait revenir à la version actuelle, qui laisse à une loi le soin de régler « l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire » - non sans rappeler que le texte de la Constitution même est rédigé en français.

À l'inverse, l'Asti propose d'introduire une nouvelle formulation de l'article qui stipule que « les Luxembourgeois sont égaux devant la loi » et propose d'utiliser la formulation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. »

Jessica Lopes, responsable du « guichet info migrants » a rappelé la proposition conjointe de l'Asti et du Clae d'août 2020 de procéder à une régularisation « one-shot » de personnes déjà présentes au Luxembourg - en clarifiant notamment le mécanisme de régularisation par le travail et en accordant des séjours temporaires pour la recherche d'emploi.

Une des mesures mises en place par l'Asti durant la pandémie était l'organisation d'une aide alimentaire pour les personnes qui en raison de leur statut n'avaient même pas accès aux épiceries sociales, l'État ne leur délivrant pas les bons nécessaires. 500 personnes ont pu profiter de cette aide, financée uniquement par des dons privés et de fondations à hauteur de 125.000 euros.

Par la suite, l'Asti est intervenue, avec d'autres organisations, pour que les personnes en situation irrégulière puissent participer aux campagnes de tests, accéder aux soins adéquats en cas d'infection et profiter des vaccinations quand celles-ci sont devenues disponibles.

L'Asti attend donc avec impatience la nouvelle loi sur l'intégration et l'accueil des étrangers-ères pour laquelle les consultations ont eu lieu. Mais un an après, les propositions retenues par le gouvernement ne sont toujours pas connues, alors que la loi actuelle n'est plus du tout en phase avec la réalité économique et sociale du pays.

## SHORT NEWS

## Le CovidCheck élargi ne fait pas l'unanimité

(rg) - Au moment où le premier ministre Xavier Bettel faisait état à la tribune de la Chambre des députés des menaces de mort qu'il a reçues à cause du renforcement des mesures sanitaires, le flot des avis critiques de toutes parts, notamment contre l'élargissement du CovidCheck au monde professionnel tout en interdisant les autotests gratuits, ne s'est pas arrêté. Les syndicats ont ouvert la ronde dès le début de la semaine ; le patronat a mis quelques jours de plus. Même le Conseil d'État critique la mesure, mais n'émet pas d'opposition formelle sur ce point. La Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) est plus sévère dans son avis et cite le commentaire des articles : « le chef d'entreprise ou d'administration pourra appliquer le régime le plus adapté à son entreprise ou administration » au vu de la « diversité des situations ». La CCDH rappelle que, en matière de droits humains, le droit international impose aux États de protéger toute personne sous leur juridiction des ingérences injustifiées. Pour être justifiées, celles-ci devraient être prévues par une loi suffisamment claire. Si le gouvernement souhaite donc introduire le CovidCheck dans le milieu professionnel, « il lui appartient de prévoir un cadre légal prévisible et clairement délimité ». La CCDH poursuit : « L'impact sur les droits humains reste toujours considérable. Or, il y a aussi l'insécurité juridique due au manque d'analyse des conséquences que vont entraîner les mesures envisagées, surtout dans le monde professionnel. Celles-ci risquent d'impacter la stratégie qui vise à favoriser un recours accru à la vaccination. »

## Französische radioaktive Abfälle in Sibirien

(ja) - Die Umweltschutzorganisation Greenpeace protestierte am 12. Oktober vor der Zentrale des französischen Atomkonzerns Orano in Châtillon. Die Aktivist\*innen kritisierten, dass nach elfjähriger Pause wieder radioaktive Abfälle aus Frankreich nach Russland gebracht werden. Laut Greenpeace werden im sibirischen Sewersk tausende Fässer mit Abfällen aus Atomkraftwerken unter freiem Himmel gelagert, wo sie der Witterung ausgesetzt sind. Untersuchungen und Beobachtungen der Umwelt-NGO hätten ergeben, dass Orano „hunderte Tonnen“ wiederaufgearbeitetes Uran an den staatlichen russischen Atomkonzern Rosatom geliefert hätte. Eigentlich unterliegen Exporte von Atomabfällen aus der EU strengen Bedingungen. Orano, damals noch als Arvea bekannt, hatte 2010 zugegeben, den Uranexport nach Sibirien wegen Umweltbedenken aufgeben zu haben. Greenpeace fordert im Lichte dieser Enthüllung die EU auf, ihre Taxonomie zu nachhaltigen Finanzen zu überdenken und Atomenergie nicht als nachhaltig zu bezeichnen. Es gebe „keine ökologisch nachhaltige Lösung für das ständig wachsende Problem der radioaktiven Abfälle“, so Roger Spautz von Greenpeace Luxemburg.

## Online-Debatte über Instagram-Sternchen

(rg) - Früher waren Poster in Lebensgröße das Nonplusultra für Fans, heute nehmen ihre Stars sie auf dem sozialen Netzwerk Instagram teilweise sogar mit ins Bett und jubeln ihnen dort Produkte, Meinungen und Ideale unter. Was das mit ihren Anhänger\*innen macht, wird am 21. Oktober um 18:30 Uhr in der Online-Debatte „#nofilter? Influencer:innen zwischen Selbstinszenierung, Werbekörpern und Netzfeminismus“ diskutiert. Der Cid Fraen an Gender und die Stadt Luxemburg haben dazu drei Expert\*innen eingeladen: Maya Götz, Medienwissenschaftlerin und Medienpädagogin, Josephine Drews, Gründerin der LGBTIQ+-Marketingagentur „femgmt“, und Yaya, luxemburgischer Influencer und Entertainer. Gemeinsam gehen sie gleich mehreren Fragen auf den Grund: Wie stark beeinflussen die Social Media-Stars die Körperwahrnehmung ihrer jungen Fans? Inwiefern führen überidealisierte Schönheitsnormen dazu, den eigenen Körper ins richtige Licht stellen zu wollen, bis hin zu einer krankmachenden Selbstkontrolle und Selbstbewertung? Entstehen durch die wachsende Zahl feministischer und queerer Profile neue Formen der digitalen Selbstrepräsentation oder generieren sie nur andere Normen? Schließen Werbung und Selbstvermarktung auf Instagram soziales Engagement aus? Die Diskussionsrunde, moderiert von der woxx-Journalistin Isabel Spigarelli, ist auf Deutsch und wird simultan ins Französische übersetzt. Die Anmeldung erfolgt per Mail an [projets@cid-fg.lu](mailto:projets@cid-fg.lu).